Revue de presse
Articles publiés entre le 24 mars et le 28 mars 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Accord de don de la République populaire de Chine à la COI....2
Réunion du Groupe International de contact à Madagascar....14
Energies renouvelables.....29
Développement durable.....31
Pêche.....34
Santé.....35
Economie.....37

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Accord de don de la République populaire de Chine à la COI

lexpress.mu
online. ontime.

La Chine fait don de 100 000 dollars à la COI

28/03/2014



Jean-Claude de l'Estrac serrant la main de Li Li, ambassadeur de la République populaire de Chine, après la signature de l'accord de don de 100 000 dollars à la COI.

100 000 dollars. C'est le montant de la somme offerte par la République populaire de Chine à la Commission de l'océan Indien (COI) hier, mardi 25 mars. Ce soutien financier devrait renforcir les capacités administratives de la COI. «*Ce renforcement est indispensable pour que la COIpuisse gérer un portefeuille de projets grandissant pour un montant total de € 125 millions*», a souligné le secrétaire général (SG) de la commission, Jean-Claude de l'Estrac.

Ces projets couvrent différents domaines, notamment la pêche, la gestion durable des environnements côtiers, les énergies renouvelables, la promotion de la sécurité maritime ou encore la gestion des risques naturels. L'organisation s'est également lancée dans «*des chantiers 'structurants' pour l'avenir de notre région, notamment sur les plans de la desserte maritime et aérienne, de la connectivité numérique et audiovisuelle*», a ajouté le SG de la COI.

Rôle grandissant de la Chine

Par ailleurs, poursuit-il, «*cet appui témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération*». Présent à cette occasion, l'ambassadeur de Chine, Li Li, devait faire ressortir que la COI et la Chine vont «*resserrer leurs liens dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010*».

En 2010 et 2011, le gouvernement chinois avait fait don de 50 000 dollars à la COI. Cet appui financier a doublé en 2013 et 2014.**CC**

http://www.lexpress.mu/article/la-chine-fait-don-de-100-000-dollars-la-coi

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Al-watwan du 27/03/2014

La Chine accorde un don de 100.000 dollars à la Coi

Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi) et Li Li, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine auprès de la République de Maurice ont procédé à la signature d'un accord de don d'un montant de 100.000 dollars, le mardi 25 mars au siège de l'organisation régionale. Cette cérémonie coïncide avec la première visite officielle d'un ambassadeur de la République populaire de Chine au siège de la Coi et marque également le renouvellement d'un partenariat amorcé depuis 2010.

Cette cérémonie de signature d'accord de don a aussi été l'occasion pour Jean Claude de l'Estrac qui a déclaré que cette année, le secrétariat a élaboré un budget spécifique afin d'utiliser de manière transparente et efficiente les 100.000 dollars octroyés par la République populaire de Chine. «*Nous espérons que l'appui du gouvernement chinois se pérennisera, ce qui nous offrira une fenêtre de prévisibilité budgétaire nécessaire à la conduite de nos actions.*»

Divers chantiers

Quant au budget, le secrétaire général a informé que celui-ci sera présenté pour approbation au conseil des ministres de la Coi qui se tiendra du 10 au 11 avril prochain à Moroni.

Selon Jean Claude de l'Estrac, cet appui financier accordé à la Coi par la République populaire de Chine vise à renforcer des capacités administratives de la Coi. Ces 100.000 dollars serviront à améliorer les conditions de travail de la Coi ainsi que la communication interne de l'organisation. «*Cette contribution nous permettra de consolider une politique de gestion des ressources humaines qui répond aux standards des organisations internationales en particulier à travers la formation continue du personnel du secrétariat général*». Au-delà de l'amélioration des conditions de travail des agents de la Coi, le secrétaire général a tenu à souligner que cet appui permettra également à la Coi de gérer un portefeuille de projet d'un montant total de 125 millions d'euros. Ces projets «*couvrent des domaines variés tels que la pêche, la gestion durable des environnements côtiers, les énergies renouvelables, la promotion de la sécurité maritime ou encore la gestion des risques naturels*». Concernant cette fiche de projet, la commission s'investit dans divers chantiers pour l'avenir de la région notamment «*sur les plans de la desserte maritime et aérienne, de la connectivité numérique et audiovisuelle ; elle s'affirme comme un outil efficace de gestion des crises*», a-t-il précisé. Après avoir loué le rôle capital que joue la Coi en faveur des intérêts économiques de ses Etats membres, l'ambassadeur Li Li s'est dit «*convaincu*» que la Coi et la République populaire de Chine vont resserrer leurs liens «*dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010*».

Mm



Météo. Prévision pour la journée du 27/03/2014 (source Anacm)

Espaces ensoleillés et passages nuageux se succéderont. La nébulosité reste importante sur les hauteurs, où quelques développements nuageux auront lieu accompagnés d'averses ou de grains orageux. Le vent soufflera Nord-Est de 20 à 30 km/h, avec quelques rafales possibles sous grains. La mer sera belle à peu agitée sous averses.

Etat de la mer à Moroni le 27/03/2014

Haute mer	Hauteur	Basse mer	Hauteur
01h43	3m95	08h17	1m60
14h27	3m95	20h34	1m55

Lever et coucher du soleil le 27/03/2014

	Moroni	Bandar salam	Dzaudzi	Ouani
Heure du lever	06h11	06h09	06h02	06h06
Heure du coucher	18h15	18h12	18h06	18h10

CC

C.O.I. administration: don de 100.000 dollars de la Chine pour renforcer les capacités

25 Mars 2014



COMMUNIQUE DE PRESSE

La République populaire de Chine accorde un soutien financier de 100 000 dollars au Secrétariat général de la COI

***Ebène, Maurice, le 25 mars 2013* -** Au cours d'une cérémonie officielle ce mardi 25 mars 2014, la Commission de l'océan Indien (COI) et la République populaire de Chine ont procédé à la signature d'un accord de don d'un montant de 100 000 dollars au siège de l'organisation.

L'appui de la République populaire de Chine vise le renforcement des capacités administratives de la COI. Ce renforcement est indispensable pour que la COI puisse gérer un portefeuille de projets grandissant pour un montant total de 125 millions d'euros, a souligné Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de l'institution régionale.



Poignée de main entre Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (C.O.I.) et S.E.M. Li Li, Ambassadeur de la République Populaire de Chine, après la signature de l'accord de don

Ce don significatif illustre l'approfondissement de la coopération Chine-COI. Cet appui *« témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène*

internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération », a ajouté Jean Claude de l'Estrac.

Après avoir loué le rôle capital que joue la COI en faveur des intérêts économiques de ses Etats membres, l'ambassadeur Li Li s'est dit *« convaincu »* que la COI et la République populaire de Chine vont resserrer leurs liens *« dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010».*

Cette cérémonie officielle a marqué la première visite officielle d'un ambassadeur de la République populaire de Chine au siège de la COI.

En 2010 puis en 2011, la COI a bénéficié de la République populaire de Chine de dons de 50 000 dollars. Pour 2013 et 2014, l'appui financier a atteint 100 000 dollars. **CC**

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/madagate-video-et-affiche/4003-coi-administration-don-de-100000-dollars-de-la-chine-pour-renforcer-les-capacites.html

Le defi du 27/03/2014



Signature de l'accord de don

La COI épaulée par la Chine

C'est la troisième année que la Chine apporte son soutien financier à la Commission de l'océan Indien (COI). Pour Jean Claude de l'Estrac, cette signature d'un accord de don marque le renouvellement de ce partenariat établi depuis 2010.

100 000 dollars. C'est la somme offerte par la Chine. Comme l'explique le secrétaire général de la COI, ce soutien de la Chine est venu élargir la famille des partenaires au développement. « Nous en sommes ravis car nos États membres ont souvent exprimé le souhait d'une diversification de nos partenariats », explique Jean Claude de l'Estrac. Il avance que cette signature de don démontre la volonté du gouvernement chinois de jouer « un rôle grandissant sur la scène internationale de l'aide au développement et de la coopération. » En sus de cela, il espère que « l'appui de la Chine se pérennisera. » Ainsi, cet apport financier de la Chine contribue directement à un item qui dispose d'un soutien limité, essentiellement assuré par les contributions des pays membres de la COI, soit le renforcement des capacités administratives de l'organisme. « Ce renforcement est indispensable car la COI gère un portefeuille de projets de plus en plus conséquent. Nous gérons actuellement 28 projets et initiatives pour un montant total de 125 millions d'euros couvrant des domaines variés comme la pêche, la gestion durable des environnements côtiers, les énergies renouvelables, la promotion de la sécurité maritime ou encore la gestion des risques naturels », soutient le secrétaire général de la COI.

Dans la foulée, Jean Claude de l'Estrac souligne que « pour répondre aux demandes et aux attentes croissantes de ces pays membres et de la société civile, le secrétariat général doit pouvoir compter sur un personnel qualifié et performant évoluant dans un environnement de travail en phase avec les normes internationales. » Il fait aussi mention que les dons reçus en 2010, 2011 et 2013 ont été « utilisés pour l'amélioration des conditions de travail du personnel de la COI. » Jean Claude de l'Estrac soutient que cette année, un budget spécifique a été préparé afin d'utiliser de manière transparente et efficiente le nouveau don de 100 000 dollars.

D'ailleurs, Jean Claude de l'Estrac précise que ce budget sera présenté pour approbation au Conseil des ministres de la COI qui se réunit les 10 et 11 avril à Moroni.

A. M.

CC

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

COOPÉRATION BILATÉRALE: Don chinois de USD 100 000 à la COI

26 March, 2014



La Commission de l'océan Indien (COI) et la République populaire de Chine ont procédé à la signature d'un accord de don d'un montant de USD 100 000 au secrétariat de la COI. L'appui de la République populaire de Chine vise le renforcement des capacités administratives de la COI. « Ce don significatif illustre l'approfondissement de la coopération Chine-COI. Cet appui témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération », a dit Jean-Claude de L'Estrac.
Après avoir loué le rôle capital que joue la COI en faveur des intérêts économiques de ses États membres, l'ambassadeur Li Li s'est dit « convaincu » que la COI et la République populaire de Chine resserreront leurs liens « dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010 ».
Cette cérémonie officielle a marqué la première visite officielle d'un ambassadeur de la République populaire de Chine au siège de la COI. En 2010, puis en 2011, la COI avait bénéficié, de la Chine, de dons de USD 50 000. Pour 2013 et 2014, l'appui financier a atteint USD 100 000.

http://www.lemauricien.com/article/cooperation-bilaterale-don-chinois-usd-100-000-la-coi

CC

La Chine octroie 100.000 dollars à la Commission de l'Océan Indien

27 Mars 2014



Les autorités chinoises ont décidé de renforcer leur coopération mise en place depuis 2010 avec la Commission de l'Océan Indien (COI) et ont apporté en début de semaine leur soutien financier à l'organisation régionale à hauteur de 100.000 dollars.
L'accord a été signé mardi au siège de l'organisation régionale à Ebène entre Jean-Claude de L'Estrac, secrétaire général de la COI et Li Li, l'ambassadeur de la République populaire de Chine à l'île Maurice, comme le rapporte le journal *Le Mauricien*.
"*Ce don significatif illustre l'approfondissement de la coopération Chine-COI. Cet appui témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération*", a souligné Jean-Claude de L'Estrac.
Pour rappel, la Commission de l'Océan Indien (La Réunion, Madagascar, l'île Maurice, les Comores et les Seychelles) définit et élabore des projets de coopération économique régionale.
http://www.indian-ocean-times.com/La-Chine-octroie-100-000-dollars-a-la-Commission-de-l-Ocean-Indien_a3432.html

CC

La gazette des Comores 27/03/2014

La Chine appuie la COI par un don 100.000 dollars

Like 4 Tweet 0 Pinit Share

Le secrétariat général de la COI vient de recevoir un don de 100.000 dollars de la République Populaire de Chine. La cérémonie de la signature de l'accord s'est déroulée mardi, au siège de la COI. Un don qui vise au renforcement des capacités de l'administration de cette commission.



« C'est un réel plaisir de vous accueillir à la Commission de l'Océan Indien, une première visite officielle d'un ambassadeur de la République populaire de Chine au siège de la COI », a d'emblée, déclaré Jean Claude de l'Estrac à son Excellence Li Li, l'ambassadeur de Chine à Port-Louis qui ne vient pas rencontrer le Secrétaire général de la COI les mains vides. Il se présente avec une enveloppe de 100.000 dollars, un don visant à financer le renforcement des capacités de l'administration de cette organisation indianocéanique.

Un motif de satisfaction pour le Secrétaire général qui voit en ce don, une bouffée d'oxygène pour « un item qui dispose d'un soutien limité, essentiellement assuré par les contributions de nos pays membres », a-t-il déclaré. Selon lui, ce soutien de la Chine est indispensable pour une organisation qui dispose d'un bouquet de projets et initiatives, « 28 pour une somme de 125 millions d'euro» à en croire un communiqué de presse publié par l'unité de communication de la COI.

Des projets couvrant des domaines variés tels que la pêche, la gestion durable des environnements côtiers, les énergies renouvelables, la promotion de la sécurité maritime, la gestion des risques naturels ainsi que des chantiers lancés tels que les plans de la desserte maritime et aérienne, de la connectivité numérique et audiovisuelle.

Jean Claude de l'Estrac compte « préparer, cette année, un budget spécifique afin d'utiliser de manière transparente et efficiente le nouveau don de 100 000 dollars de la République populaire de Chine. Cette contribution nous permettra de consolider une politique de gestion des ressources humaines qui répond aux standards des organisations internationales, en particulier à travers la formation continue du personnel du Secrétariat général », a-t-il soutenu avant de préciser que le budget susmentionné « sera présenté pour approbation au Conseil des ministres de la COI qui se réunit les 10 et 11 avril prochain à Moroni ».

Selon lui, l'appui que la Chine vient d'accorder à son organisation « témoigne de la volonté du gouvernement chinois de jouer un rôle grandissant sur la scène internationale, de l'aide au développement et de la coopération ». Et lui d'espérer que ce don « du gouvernement chinois se pérennisera, ce qui nous offrira une fenêtre de prévisibilité budgétaire nécessaire à la conduite de nos actions ». Après avoir loué le rôle capital que joue la COI en faveur des intérêts économiques de ses Etats membres, l'ambassadeur Li Li s'est dit « convaincu » que la COI et la République populaire de Chine vont resserrer leurs liens « dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010». En 2010 puis en 2011, la COI a bénéficié, de la République populaire de Chine, des dons de l'ordre de 50 000 dollars. Pour 2013 et 2014, l'appui financier a atteint les 100 000 dollars.

CC

Weekly du 28/03/2014



China donates Rs 3 million to IOC

The Chinese government is making a $100,000 (Rs 3 million) donation to the Indian Ocean Commission (IOC). An agreement that sealed the deal was signed by Chinese Ambassador Li Li and IOC's Secretary General Jean-Claude de l'Estrac in an official ceremony in Ebène on Tuesday. "This is a sign of the Chinese government's willingness to play an increasingly important role on the international scene of development aid and cooperation," de l'Estrac said.

China has given continuous support to the commission since 2010, when the country made its first donation amounting to $50,000 (Rs1.5 million). This year's contribution will help the IOC handle the 30 or so projects and initiatives it currently has in place, which together are expected to cost 125 million euros (Rs5.2 billion). ■

Jean-Claude de l'Estrac, secretary general of IOC and Chinese Ambassador Li Li.

CONSTELLATION sarlu
La satisfaction client avant tout !

Dépêche du 25/03/2014 – COI : Communiqué de presse sur l'accord de don CHINE/COI

25 mars 2014

Vous trouverez ci-joint, le ***communiqué de presse*** relatif à la cérémonie d'accord de don de la République populaire de Chine envers la COI, qui s'est tenu au siège de la Commission de l'océan Indien à Ébène ce mardi 25 mars 2014.

Discours prononcé par Jean Claude de l'Estrac lors de la cérémonie officielle



légende de la photo : « Poignée de main entre Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et S.E.M Li Li, ambassadeur de la république populaire de Chine, après la signature de l'accord de don ».

http://www.constellation-business.com/depeche-du-25032014-coi-communique-de-presse-sur-laccord-de-don-chinecoi/

CC

Africain.info

COOPÉRATION BILATÉRALE: Don chinois de USD 100 000 à la COI 26/03/2014

La Commission de l'océan Indien (COI) et la République populaire de Chine ont procédé à la signature d'un accord de don d'un montant de USD 100 000 au secrétariat de la COI. L'appui de la République populaire de Chine vise le renforcement des capacités (...)
CC
http://www.africain.info/news.php?id_syndic_article=184694

Le daily

La Chine renforce sa présence dans l'océan Indien

26/03/2014



L'offensive diplomatique de la Chine se poursuit. Après que diverses industries chinoises se soient implantées dans les Etats africains, la Chine renforce sa présence au sein des organisations régionales. Au grand bonheur de ces dernières.

A travers son soutien financier à hauteur de 100 000 dollars, la République populaire de Chine veut renforcer sa coopération avec la Commission de l'Océan Indien (COI).

Portefeuille de projets

La COI et la République populaire de Chine ont procédé à la signature d'un accord de don au siège de l'organisation à Réduit à Maurice.

L'appui de la République populaire de Chine vise le renforcement des capacités administratives de la COI afin qu'elle puisse gérer un portefeuille de projets grandissant pour un montant total de 125 millions d'euros.

Selon l'homme fort de la COI, Jean Claude de l'Estrac, *« cet appui témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération »*.

Resserrer les liens

L'ambassadeur Li Li s'est dit « convaincu » que la COI et la République populaire de Chine vont resserrer leurs liens *« dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010»*.

Au-delà de l'aspect financier, cet appui est une démarcation matérielle de la présence chinoise dans la zone indo-océane présentée comme un carrefour ou une plaque tournante entre l'Asie et l'Afrique. De nombreux intérêts y sont en jeu. Les pays composant la COI font l'objet d'âpres luttes d'influence entre les occidentaux. Mais il faudrait compter sûrement avec la Chine. **CC**

http://ledaily.mg/la-chine-renforce-sa-presence-dans-locean-indien/#.UzQEj1fvf3B

maurice-info.mu

La République populaire de Chine accorde un soutien financier de 100 000 dollars au Secrétariat général de la COI

26 March 2014

Au cours d'une cérémonie officielle ce mardi 25 mars 2014, la Commission de l'océan Indien (COI) et la République populaire de Chine ont procédé à la signature d'un accord de don d'un montant de 100 000 dollars au siège de l'organisation.



« Poignée de main entre Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et S.E.M Li Li, ambassadeur de la république populaire de Chine, après la signature de l'accord de don »

L'appui de la République populaire de Chine vise le renforcement des capacités administratives de la COI. Ce renforcement est indispensable pour que la COI puisse gérer un portefeuille de projets grandissant pour un montant total de 125 millions d'euros, a souligné Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de l'institution régionale.

Ce don significatif illustre l'approfondissement de la coopération Chine-COI. Cet appui « témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène

internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération », a ajouté Jean Claude de l'Estrac.

Après avoir loué le rôle capital que joue la COI en faveur des intérêts économiques de ses Etats membres, l'ambassadeur Li Li s'est dit « convaincu » que la COI et la République populaire de Chine vont resserrer leurs liens « dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010».

Cette cérémonie officielle a marqué la première visite officielle d'un ambassadeur de la République populaire de Chine au siège de la COI.

En 2010 puis en 2011, la COI a bénéficié de la République populaire de Chine de dons de 50 000 dollars. Pour 2013 et 2014, l'appui financier a atteint 100 000 dollars. **CC**

http://www.maurice-info.mu/la-republique-populaire-de-chine-accorde-un-soutien-financier-de-100-000-dollars-au-secretariat-general-de-la-coi.html

Bisness mag 26/03/2014



DON DE $100 000 DE LA CHINE À LA COI

La Chine a fait un don de 100 000 dollars à la Commission de l'océan Indien (COI). La cérémonie officielle s'est tenue, mardi, en présence de l'ambassadeur de Chine à Maurice, Li Li. Ce soutien financier permettra de renforcer les capacités administratives de la Commission. Ce renforcement est indispensable pour que la COI puisse gérer un porte-feuille de projets grandissant pour un montant de 125 millions d'euros, a soutenu Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission.

CC

Linfo.re

La Chine offre €72.600 à la Commission de l'Océan Indien

27/03/2014



La République populaire de Chine a alloué une enveloppe de €72.600 à la Commission de l'Océan Indien (COI). Ce soutien financier entre dans le cadre d'une coopération mise en place depuis 2010.

La République populaire de Chine, par l'intermédiaire de son ambassadeur à l'île Maurice, SEM Li Li, vient de signer avec la Commission de l'Océan Indien (COI), représentée par son secrétaire général Jean Claude de l'Estrac, un accord de don de l'ordre 100 000 dollars, l'équivalent de 72 600 euros.

Ce soutien financier, qui s'inscrit dans le cadre d'une coopération mise en place depuis 2010, illustre l'approfondissement des relations entre le gouvernement chinois et l'organisation régionale.

Le déblocage de ces fonds " *témoigne du rôle grandissant de la Chine sur la scène internationale et régionale de l'aide au développement et de la coopération* ", affirme Jean Claude de l'Estrac**.**

" *Ce renforcement est indispensable : la COI gère un portefeuille de projets de plus en plus conséquent – nous gérons actuellement 28 projets et initiatives pour un montant total de 125 millions d'euros couvrant des domaines variés tels que la pêche, la gestion durable des environnements côtiers, les énergies renouvelables, la promotion de la sécurité maritime ou encore la gestion des risques naturels* ", ajoute le secrétaire général de la COI.

Effectuant sa première visite officielle au siège de la COI, l'ambassadeur chinois Li Li a mis en avant le rôle capital que joue l'organisation régionale pour promouvoir le développement économique de ses cinq Etats membres, dont, La Réunion**,** Madagascar, l'île Maurice, les Comores et les Seychelles. Il s'est déclaré " *convaincu* " que la COI et la République

populaire de Chine continueront à raffermir leurs liens " *dans le cadre d'un partenariat pérenne établi depuis 2010*".

Pour rappel, la Commission de l'Océan Indien avait bénéficié, en 2010 et en 2011, des dons de 50 000 dollars, soit €36.300, de la part de la Chine. Puis en 2013 et 2014, le montant de l'appui financier a doublé.
CC

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/631215-La-Chine-offre-EUR72-600-a-la-Commission-de-l-Ocean-Indien

Réunion du Groupe International de contact à Madagascar

tribune.com MADAGASCAR

GIC-Madagascar

« Pour la reconstruction », note le commissaire Smaïl Chergui

vendredi 28 mars 2014, par Bill, Ra Bens (Photos)



Monsieur Jean Claude de l'Estrac, SG de la COI.

Tous les participants à la neuvième réunion du Groupe international de contact pour Madagascar (GIC-M) sont prêts. Ils sont de la SADC, de la COI et de l'ONU. Va se joindre à ces délégations l'adjoint au sous-secrétaire d'État américain pour les Affaires africaines, Robert Jackson, arrivé dans le pays plus tôt. Sont évidemment attendus à la réunion qui se déroule au CCI Ivato, les membres des chancelleries et des représentations diplomatiques installées à Madagascar.

À son arrivée à l'aéroport d'Ivato, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smaïl Chergui, a félicité la réussite des élections à Madagascar, « La délégation de l'Union africaine est heureuse d'être en terre malgache après avoir accompagné le pays durant le processus

électoral », a déclaré Smaïl Chergui. La réunion du Groupe international de contact entre dans le cadre de la reconstruction nationale, explique-t-il. Il a également ajouté que l'Union Africaine (UA) ainsi que les partenaires internationaux seront toujours présents pour soutenir Madagascar. Et ces partenaires contribueront au développement du pays selon les attentes de la population malagasy et de son gouvernement.



Monsieur Smaïl CHERGUI, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine.

Questionné sur l'appui de l'Union africaine aux débouchés économiques, Smaïl Chergui a avancé que l'UA accompagne et favorise l'engagement du FMI, de la Banque mondiale ainsi que de tous les bailleurs pour qu'il y ait « un engagement concret » via la conception de projets pour le gouvernement malagasy. Et ce, dans l'optique, en d'autres termes, de création d'emplois. Il s'avère ainsi fondamental que les projets répondent à l'attente du gouvernement malagasy.

Pendant son bref séjour, la délégation de l'Union africaine menée par Smaïl Chergui est également disposée à rencontrer tous les acteurs concernés qui peuvent contribuer à la continuité du partenariat.

Jean Claude de l'Estrac : « Aider Madagascar à revitaliser les institutions aux yeux des malagasy »

Le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien, Jean Claude de l'Estrac, lui aussi a fait part à la presse sa satisfaction de se retrouver à Madagascar avec une ambiance plus apaisée. Ravi de l'évolution de la situation avec un président légitimement reconnu, il n'a pas manqué de partager sa joie de voir le pays retrouver sa place dans le concert des Nations.



Dr Leonardo Simao chef de la délégation de la SADC.

« Avec un Président et un Parlement composé d'élus, le reste appartient à la responsabilité des Malagasy (…) Décider n'est pas le rôle de la Communauté internationale, elle est présente afin de soutenir Madagascar dans ses démarches pour le développement », a-t-il affirmé. De l'avis de Jean Claude de l'Estrac, « la réunion du Groupe international de contact consiste à faire le point sur la situation politique et sur l'évolution du processus post-électoral ». La démarche suivante est, selon le SG de la COI, « d'aider Madagascar à crédibiliser et à revitaliser ses institutions aux yeux des Malagasy ». Exemple concret, l'utilité de la restructuration de la Cour électoral spéciale a permis le pays de sortir de la crise à travers la tenue des élections, avance-t-il.

Ainsi, afin de soutenir Madagascar, l'appui de la Communauté internationale se fera en fonction des besoins formulés par les parties malgaches. Il est nécessaire que le gouvernement malagasy puisse développer une stratégie de croissance, toujours selon Monsieur de l'Estrac. À la fin de son intervention, le Secrétaire général de la COI a annoncé la tenue du Conseil des Ministre de la COI qui se tiendra à Moroni dans quelques jours, ainsi que le Sommet de la COI prévu le 26 juillet.

La SADC croit en la classe politique malgache



Les membres de la médiation de la SADC.

La délégation de la SADC conduite par le Dr. Leonardo Simão et M. Nuno Thomas, arrivée ce 27 mars 2014, a également accordé une brève interview auprès des membres de la presse. Le Dr. Simão a tenu a expliqué la raison de la tenue de la réunion du GIC : celle de discuter de la situation « après-crise » de Madagascar. Une discussion avec la classe politique malagasy s'effectuera durant la journée du vendredi 28 mars 2014. « Nous croyons en la classe politique malagasy, en la sagesse des acteurs politiques, pour la résolution des problèmes (…) La réunion consistera à un bilan du processus de sortie de crise (…) La réunion est à l'initiative de l'Union africaine », a-t-il soutenu.

Les composants des délégations

- **COMESA :**
  - Ambassadeur Bethuel Kiplagat, Membre du Comité des Sages.

    - M. Salvatore Matata, Représentant du COMESA à l'UA
    - Deux autres membres de la délégation.
- **Union africaine :**
    - SEM Smaïl Chergui, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA
    - Huit autres membres de la délégation
- **SADC :**
    - Dr. Leonardo Simao, Membre de la Médiation de la SADC
    - M. Nuno Thomas, Membre de la Médiation de la SADC
- **COI :**
    - M. Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI
- **ONU :**
    - M. Roman Spack, Department of political Southern African Liaison Team
    - M. Cedric Crowley, Departement of political Southern African Liaison Team

http://www.madagascar-tribune.com/Pour-la-reconstruction-note-le,19779.html

Madagate

Madagascar : Réunion du GIC-M, le 28 mars 2014

27 Mars 2014



Le Centre de Conférences Internationale sis à Ivato

Dans le cadre de la tenue de la Réunion du Groupe International de Contact prévue ce vendredi 28 mars 2014 au CCI Ivato, une forte délégation des pays membres du GIC, - notamment de l'Union africaine, de la SADC, de la COI ainsi que de l'ONU - est arrivée dans nos murs, ce jeudi 27 mars 2014 en début d'après-midi.



Smaïl Chergui, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine à Madagascar : « *un engagement concret* »

Arrivée à Madagascar ce 27 mars, Monsieur Smaïl CHERGUI, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine, accueilli par Monsieur Victor Manantsoa, Ministre des Relations avec les Institutions -également représentant du Ministre des Affaires étrangères- et par le staff du MAE, a accordé une interview auprès des membres de la presse.

Une occasion pour le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA d'exprimer la fierté de cette dernière par rapport à la réussite des élections à Madagascar, permettant au pays de sortir de la phase transitoire qui a assez perdurée. *« La délégation de l'Union africaine est heureux d'être en terre malgache (…) après avoir accompagné le pays durant le processus électoral »*, a partagé M. CHERGUI. Ainsi, il a tenu à expliquer que la réunion du Groupe international de contact entre dans le cadre de la reconstruction nationale. Il a également ajouté que l'UA ainsi que les partenaires internationaux seront toujours présents pour soutenir Madagascar. Et ces partenaires contribueront au développement du pays selon les attentes de la population malagasy et de son gouvernement.

Questionné sur l'appui de l'Union africaine aux débouchés économiques, M. CHERGUI a avancé que l'UA accompagne et favorise l'engagement du FMI, de la Banque mondiale ainsi que de tous les bailleurs pour qu'il y ait « *un engagement concret* » via la conception de projets pour le Gouvernement malagasy. Et ce, dans l'optique, en d'autres termes, de création d'emplois. Il s'avère ainsi fondamental que les projets répondent à l'attente du gouvernement malagasy.

Pendant leur bref séjour, la délégation de l'Union africaine menée par Monsieur Smaïl CHERGUI est également disposée à rencontrer tous les acteurs concernés qui peuvent contribuer à la continuité du partenariat.



Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan indien : ***« Aider Madagascar à revitaliser les institutions aux yeux des malagasy »***

Monsieur Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan indien, arrivée ce jeudi 27 mars à Ivato, a exprimé sa satisfaction de se retrouver à Madagascar avec une ambiance plus apaisée. Ravi de l'évolution de la situation avec un Président légitimement reconnu, il n'a pas manqué de partager sa joie de voir le pays retrouver sa place dans le concert des Nations.

« Avec un Président et un Parlement composé d'élus, le reste appartient à la responsabilité des Malagasy (…) *Décider, n'est pas le rôle de la Communauté internationale, elle est présente afin de soutenir Madagascar dans ses démarches pour le développement*», a-t-il affirmé auprès des membres de la presse.

M. de l'Estrac a également ajouté que la réunion du Groupe international de contact consiste à faire le point sur la situation politique et sur l'évolution du processus postélectoral. La démarche suivante est ainsi, selon le SG de la COI, *« d'aider Madagascar à crédibiliser et à revitaliser ses institutions aux yeux des Malagasy ».* Exemple concret, l'utilité de la restructuration de la Cour électoral Spéciale a permis le pays de sortir de la crise à travers la tenue des élections, avance-t-il.

Ainsi, afin de soutenir Madagascar, l'appui de la Communauté international se fera en fonction des besoins formulés par les parties malgaches. Il est nécessaire que le gouvernement malagasy puisse développer une stratégie de croissance, toujours selon Monsieur de l'Estrac.

A la fin de son intervention, le Secrétaire général de la COI a annoncé la tenue du Conseil des Ministre de la COI qui se tiendra à Moroni dans quelques jours, ainsi que le Sommet de la COI prévu le 26 juillet.



Dr. Leonardo Simao : ***" la SADC croit en la classe politique malgache "***

La délégation de la SADC conduite par le Dr. Leonardo SIMAO et M. Nuno THOMAS, arrivée ce 27 mars 2014, a également accordé une brève interview auprès des membres de la presse.

Le Dr. SIMAO a tenu a expliqué la raison de la tenue de la Réunion du GIC : celle de discuter de la situation *« après-crise »* de Madagascar. Une discussion avec la classe politique malagasy s'effectuera durant la journée du vendredi 28 mars 2014.

« Nous croyons en la classe politique malagasy, en la sagesse des acteurs politiques, pour la résolution des problèmes (…) La réunion consistera à un bilan du processus de sortie de crise (…) La réunion est à l'initiative de l'Union africaine », a-t-il soutenu.
http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/4015-madagascar-reunion-du-gic-m-le-28-mars-2014.html

Arrivée des membres du Groupe international de contact à Madagascar

28/03/2014

Une forte délégation des membres du Groupe International de Contact pour Madagascar (GIC-M) est arrivée à Madagascar dans le cadre de la tenue de la réunion de ce groupe prévue vendredi à Antananarivo, capitale malgache, indique le communiqué du ministère malgache des affaires étrangères publié jeudi.

Il s'agit notamment de représentants de l'Union africaine (UA), de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC), de la Commission de l'Océan Indien (COI) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

A son arrivée, le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l' UA, M. Smaïl Chergui, a exprimé la fierté de l'UA par rapport à la réussite des élections à Madagascar, permettant au pays de sortir de la phase transitoire.

Il a tenu à expliquer que la réunion du GIC-M entre dans le cadre de la reconstruction nationale.

Il a également ajouté que l'UA et les partenaires internationaux seront toujours présents pour soutenir Madagascar et contribueront au développement du pays selon les attentes de la population malagasy et de son gouvernement.

Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, s'est félicité de se

retrouver à Madagascar avec une ambiance plus apaisée et s'est dit ravi de l'évolution de la situation avec un président légitimement reconnu.

Il a également ajouté que la réunion du Groupe international de contact consiste à faire le point sur la situation politique et sur l'évolution du processus postélectoral.

Il s'agit d'"aider Madagascar à crédibiliser et à revitaliser ses institutions aux yeux des Malagasy", a-t-il mentionné.
http://french.cri.cn/621/2014/03/28/502s376193.htm

Réunion du GIC-M à Tana : Un haut responsable américain et des représentants de la SADC attendus

Mars 26th, 2014



Joaquim Chissano et consorts seraient de retour à Madagascar.

La Communauté internationale fera l'évaluation de la situation à Madagascar deux mois après l'investiture du nouveau président Hery Rajaonarimampianina.

Le Groupe International de Contact sur Madagascar refait surface. Et ce au moment où le président Hery Rajaonarimampianina aurait la difficulté dans la nomination de son Premier Ministre. En effet, le GIC-M tiendra une importante réunion à Antananarivo vendredi prochain. Une réunion qui est en fait le rendez-vous de la grande famille de la Communauté Internationale qui a apporté sa contribution au processus de sortie de crise à Madagascar. D'après nos sources, la SADC sera représentée à cette réunion du Groupe International de Contact sur Madagascar. Reste à savoir si les Joaquim Chissano, Leonardo Simao ou d'autres Mozambicains seraient présents au rendez-vous. Ce qui est jusqu'ici sûr, c'est que le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires Africaines Robert Jackson assistera à la rencontre. Ce haut responsable américain effectuera une visite officielle dans la Grande Ile à partir de demain. En fait, la

réunion du GIC-M qui serait une réunion d'évaluation pourrait accélérer l'évolution de la situation à Madagascar.

48h de consultations individuelles. Revenant à la nomination du futur Premier Ministre, 48 heures sont passées depuis le retour au pays du président de la République sans que le nouveau locataire de Mahazoarivo soit nommé. Le président Hery Rajaonarimampianina n'a pas encore réuni les principales forces politiques concernées dont la PMP (Plate-forme pour la Majorité Présidentielle) et le Mapar de l'ancien président de la transition Andry Rajoelina. Par contre, depuis son retour, le président reçoit individuellement à Ambohitsorohitra. Hery Rajaonarimampianina consulte des individus qui peuvent lui donner des idées ou des conseils sur le profil du futur chef du gouvernement. D'après nos sources, ces rencontres individuelles s'inscrivent déjà dans le cadre des consultations en vue de la formation du futur gouvernement. A rappeler que le nouveau président a promis un gouvernement d'ouverture et d'union nationale. Choix pour laquelle la communauté internationale a également opté pour un vrai apaisement politique vu que le nouveau président a été élu démocratiquement, certes, mais certains faits étaient contestés et contestables.

RAJAOFERA Eugène

http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2014/03/26/reunion-du-gic-m-tana-haut-responsable-americain-representants-sadc-attendus/

Afriquinfos
L'actualité africaine à la minute...

Madagascar : Prochaine réunion du Groupe International de contact

Une réunion du Groupe International de contact pour Madagascar (GIC-M) se tiendra ce vendredi à Antananarivo, capitale malgache, pour évaluer le processus de sortie de crise à Madagascar après les élections et l'investiture du nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina en janvier dernier.
26 mars 2014



L'évolution de la situation à Madagascar depuis la dernière réunion du GIC-M à Addis-Abeba, l'évolution du processus de sortie de crise et le retour à l'ordre constitutionnel après la tenue des diverses élections seront dans l'ordre de jour de cette réunion, a indiqué une source auprès de la représentation de l'UA au pays.

Cette réunion va regrouper les représentants de plusieurs organisations, dont l'Union Africaine, la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), la Troïka de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, le Conseil de sécurité des Nations unies, la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Secrétariat des Nations unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ainsi que l' Union européenne (UE).

http://www.afriquinfos.com/articles/2014/3/26/madagascar-prochaine-reunion-groupe-international-contact-248312.asp

tribune.com MADAGASCAR

Le GIC-M revient sur scène

jeudi 27 mars 2014, par Valis

Antananarivo abritera ce vendredi 28 mars 2014, la neuvième réunion du Groupe international de contact pour Madagascar (GIC-M). C'est l'essentiel du communiqué diffusé par le Bureau de liaison de l'Union africaine (UA) à Madagascar ce mercredi 25 mars 2014. La délégation de l'UA sera conduite par le commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'UA, Smail Chergui.

Il s'agit lors de cette réunion, d'apprécier l'évolution de la situation après les élections présidentielles et législatives, d'une part. D'autre part, cette réunion permettra de mesurer les défis à relever et à mobiliser les soutiens pour la restauration de l'ordre constitutionnel. Par rapport au processus de sortie de crise, il reste encore les élections communales. Mais surtout la composition du gouvernement.

D'habitude une telle réunion rassemble les représentants des pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : France, Chine, Russie, Grande Bretagne, États-Unis. Participeront également les pays suivants amis de Madagascar : Mozambique, Afrique du Sud, Japon, Suisse, Canada, Allemagne. Les organisations internationales et organismes internationaux seront présents : l'ONU, la SADC, l'UA, la Francophonie, le COMESA, l'UE et la COI.

Dans le contexte national dominé par l'attente d'un Premier ministre, cette réunion qui surprend l'opinion, est perçue comme une forme de garde-fou contre toutes dérives ou déviations, voire une pression déguisée. Et ce malgré le rappel fait dans le communiqué selon lequel, la 9è réunion était convenue depuis le 6 septembre 2013. Plus d'uns comme OTRIKAFO et le Front de libération national (FLN) verront vraisemblablement un protectorat international s'imposer concrètement sur la nation malgache ; ils crieront au scandale.

http://www.madagascar-tribune.com/Le-GIC-M-revient-sur-scene,19775.html

Madaplus

Prochaine réunion du Groupe International de contact

26 Mars 2014



Une réunion du Groupe International de contact pour Madagascar (GIC-M) se tiendra ce vendredi à Antananarivo, capitale malgache, pour évaluer le processus de sortie de crise à Madagascar après les élections et l'investiture du nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina en janvier dernier.

L'évolution de la situation à Madagascar depuis la dernière réunion du GIC-M à Addis-Abeba, l'évolution du processus de sortie de crise et le retour à l'ordre constitutionnel après la tenue des diverses élections seront dans l'ordre de jour de cette réunion, a indiqué une source auprès de la représentation de l'UA au pays.

Cette réunion va regrouper les représentants de plusieurs organisations, dont l'Union Africaine, la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), la Troïka de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, le Conseil de sécurité des Nations unies, la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Secrétariat des Nations unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ainsi que l' Union européenne (UE).

http://www.madaplus.info/Prochaine-reunion-du-Groupe-International-de-contact_a8619.html

newsmada.com

Post-élections : réunion cruciale du GIC-M



Le Groupe international de contact pour Madagascar (Gic-M) se réunira de nouveau, et ce sera à Madagascar. Ce sera une rencontre d'une importance capitale qui déterminera l'accompagnement des partenaires internationaux du processus postélectoral.

Le Gic-M refait surface. Il entend poursuivre jusqu'au bout la démarche qu'il a initiée depuis le début de la crise politique, soit en 2009, où le processus électoral était encore aléatoire. Selon une source au courant du dossier, sauf changement de dernière minute, le Groupe se réunira ce vendredi dans la capitale en présence des partenaires internationaux du pays.

Cette entité, composée de la France, des Etats-Unis, de la Suisse ou encore de la Russie, sera en effet assistée par les membres du conseil de paix et de sécurité des Nations unies, de l'Union africaine, par l'organisation internationale de la Francophonie (OIF) et par ceux de la commission de l'océan indien (COI). Plusieurs personnalités sont donc attendues dans le pays à partir de ce jour, à l'instar du commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'algérien Smaïl Chergui, et le sous-secrétaire d'Etat américain Robert Jackson.

Consolidation de la paix

Pour expliquer le retour du Gic-M, notre source a indiqué hier que « *notre pays est toujours considéré comme un pays fragile* ». « *Le groupe est là pour accompagner Madagascar. Les élections se sont achevées et on entame maintenant la seconde phase de la sortie de crise* », a poursuivi notre source. Toujours d'après cette personnalité, lors de cette rencontre « *Le Gic-M fera notamment un plaidoyer en faveur de la Grande île auprès des bailleurs de fonds. La réunion concernera aussi bien le volet économique que politique* ». « *Comment faire pour que le pays ne retombe pas dans la crise ? C'est le principal sujet sur lequel s'interrogent nos partenaires* », a-t-elle expliqué tout en mentionnant que lorsque le robinet financier rouvrira, les bailleurs de fonds auront automatiquement un droit de regard sur le contexte du pays.

Ceci explique d'ailleurs la présence, désormais effective, de l'Union

africaine dans le pays. L'organisation continentale compte en effet installer un bureau permanent dans la capitale pour mettre en exergue sa volonté de jouer un rôle prépondérant dans l'accompagnement du pays. Il en est de même pour OIF qui aidera les parties prenantes dans la reforme de divers secteurs de l'administration. L'arrivée de la représentante spéciale de la présidente de la Commission de l'Union africaine et chef du bureau de liaison de la composante de l'Union africaine (UA) à Madagascar, Hawa Ahmed Youssouf, s'inscrit dans cette optique.
Rappelons que lors de sa 415è réunion dont l'objet était le retour de Madagascar au sein de la Communauté africaine, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine avait lancé un appel à la communauté internationale « *pour qu'elle apporte à Madagascar tout le soutien nécessaire en vue de consolider les progrès remarquables réalisés par le pays* ».

Jao Patricius
http://www.newsmada.com/index.php/la-une/37598-post-elections--reunion-cruciale-du-gic-m#.UzO0_Vfvf3A

Africatime.com Madagascar

Madagascar : prochaine réunion du Groupe International de contact

26/03/14



Ph d'archives.

Une réunion du Groupe International de contact pour Madagascar (GIC-M) se tiendra ce vendredi à Antananarivo, capitale malgache, pour évaluer le processus de sortie de crise à Madagascar après les élections et l'investiture du nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina en janvier dernier.

L'évolution de la situation à Madagascar depuis la dernière réunion du GIC-M à Addis-Abeba, l'évolution du processus de sortie de crise et le retour à l'ordre constitutionnel après la tenue des diverses élections seront dans l'ordre de jour de cette réunion, a indiqué une source auprès de la représentation de l'UA au pays.

Cette réunion va regrouper les représentants de plusieurs organisations, dont l'Union Africaine, la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), la Troïka de l'Organe de coopération en matière de

politique, de défense et de sécurité de la SADC, le Conseil de sécurité des Nations unies, la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), le Secrétariat des Nations unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ainsi que l' Union européenne (UE).

http://fr.africatime.com/madagascar/articles/madagascar-prochaine-reunion-du-groupe-international-de-contact

Le daily

9ème réunion du GIC-M : « Madagascar n'a pas encore toute sa force »

27/03/2014



Le Groupe international de contact pour Madagascar (Gic-M) tiendra une réunion demain dans la capitale malgache. Même si la Grande île a pu sortir d'une situation extra-constitutionnelle, les instances africaines considèrent qu'elle est encore fragile.

Après des mois de silence, le GIC-M refait surface. De nombreuses personnalités africaines, françaises et américaines – dont Robert Jackson, l'un des directeurs du bureau Afrique du département d'État américain – vont prendre part à la réunion.

Table-ronde

A l'issue de la 8ème réunion du GIC-M, qui s'est tenue en septembre 2013, ses membres s'étaient mis unanimement d'accord pour continuer à travailler ensemble en appui aux efforts visant à promouvoir une sortie de crise rapide et le retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar.

Ils sont convenus de se réunir aussi souvent que possible avant et après les élections. Il faut donc s'attendre à d'autres réunions dans les mois à venir. L'objectif de cette table-ronde est donc d'évaluer le chemin parcouru par la Grande île, qui demeure dans l'impasse malgré les

élections qui se sont tenues dans le calme. En effet, le nouveau gouvernement tarde à voir le jour, le Premier ministre n'est même pas encore connu, à ce jour.

En convalescence

Le GIC-M est composé de diverses entités comme l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), l'Union africaine, la SADC des représentants des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : France, Chine, Russie, Grande Bretagne, États-Unis et des organismes internationaux œuvrant dans la Grande île.

« A l'image une personne qui vient d'être guérie d'une grave maladie, Madagascar n'a pas encore toute sa force. Les membres du GIC-M sont dans nos murs pour chercher comment aider la Grande île à se remettre sur pied le plus vite possible », explique un expert en Relations internationales.

Démarche post-électorale

C'est en somme une démarche post-électorale, comme les spécialistes le qualifient, qui pourrait avoir un effet « dopant » dans le processus actuel. En effet, les tenants du régime ont toutes les peines du monde à trouver le Premier ministre. Des balises seront donc prévues pour que le pays ne retombe pas dans ses travers.

Le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui conduira la délégation de l'Union africaine qui foulera le sol malgache ce jour.

Solofo Ranaivo

http://ledaily.mg/9eme-reunion-du-gic-m-le-grand-oral-pour-madagascar/#.UzQQQ1fvf3A

Energies renouvelables

News mada

Secteur energie : des sociétés indiennes bientôt à Madagascar

26 Mars 2014

Si l'Inde est connue pour son commerce et son agriculture, elle excelle aujourd'hui dans l'énergie. Mozambique bénéficie actuellement de l'appui des sociétés indiennes spécialisées en énergie. Ces sociétés ont l'intention de venir prochainement à Madagascar afin de contribuer au développement dudit secteur. Une façon de raffermir les relations entre les deux pays.

Ce sera une occasion pour la Grande île de sortir une bonne fois pour toutes de l'obscurité. En effet, l'Etat doit faire appel au secteur privé afin que celui-ci l'appuie dans la recherche de solutions surtout au problème d'électrification. A Madagascar, le taux d'électrification est de 4.8%.

Depuis des années, l'énergie est encore dominée par le pétrole, le bois de chauffe est surtout l'électricité. 8% des ménages utilisent encore du pétrole lampant, 100% emploient encore du charbon de bois. A ce rythme, l'accès de tous à une énergie durable à moindre coût s'avère impossible pour le moment. Un groupe de réflexion énergie, composé de techniciens et de dirigeants pense pouvoir apporter des solutions qui ne seront applicables qu'en 2050.
http://www.newsmada.com/index.php/economie/37680-secteur-energie--des-societes-indiennes-bientot-a-madagascar#.UzO1uVfvf3A

MIDI adagasikara

Energie renouvelable : SolarProd propose du solaire pour tous les usagers

Mars 25th, 2014



Maury Jean Inel D-G Océan Indien de SolarProd.

Avantagée par la nature, la Grande Ile dispose d'un ensoleillement supérieur à 2 800 heures par an, capable de produire de l'énergie solaire

Un triste record de plus pour Madagascar. Selon le Doing Business 2014, le pays est toujours classé 187^{e} sur 189 en matière de raccordement à l'électricité. Le taux d'électrification de 23 % figure parmi les plus faibles en Afrique. Ces chiffes inquiétant s'expliquent notamment par le fait que Madagascar a principalement recours aux centrales thermiques fonctionnant au gasoil et au fuel oil.

Référence. Du coup, les initiatives se sont multipliées en matière d'énergie renouvelable. Actuellement c'est SolarProd, une entreprise de renommée dans la région Océan Indien, qui entre dans la danse pour mettre Madagascar au pas du solaire. *« On est opérateur en énergie renouvelable et on est ouvert à toutes les demandes émanant de l'administration, de la Jirama, des entreprises privées et même des particuliers »,* déclare Maury Jean Inel, Directeur Général Océan Indien de SolarProd, dans une interview. Une manière de démontrer que cette entreprise a la compétence et l'expérience requises en la matière et peut s'adapter à tous les besoins. A l'Ile de la Réunion par exemple SolarProd est devenue véritablement la référence dans ce domaine qui nécessite des technologies de très haut niveau.

Contexte malgache. Une grande renommée acquise tout d'abord par l'appartenance de SolarProd au très puissant FSB-Holding, un groupe français spécialisé dans le green business et dans l'intégration verticale des métiers liés aux énergies renouvelables. SolarProd réalise ainsi la grande majorité des centrales solaires photovoltaïques à la Réunion. *« On est capable d'installer et de stocker de l'énergie solaire avec une adaptation à toutes sortes de besoins spécifiques »* selon toujours Maury Jean Inel. En tout cas, à travers SolarProd qui est donc déjà installé à Madagascar, FSB-Holding renforce sa présence dans la région Océan Indien et compte ainsi s'adapter le mieux possible au contexte malgache. *« Nous tenons à développer une profonde connaissance du marché avec des collaborateurs qui déploient et proposent des solutions les plus adaptées à leurs clients en fonction de leurs besoins mais aussi de leurs attentes »*

Energie verte. Bref, à Madagascar SolarProd a l'objectif ambitieux de faciliter pour les usagers une transition de l'énergie thermique vers les énergies renouvelables. *« Nos solutions et nos équipements multiples, allant de la production à la maitrise d'énergie, du traitement des déchets à la mobilité douce, permettent de répondre aux besoins énergétiques du territoire, afin d'utiliser de l'énergie propre pour une autosuffisance énergétique future et de participer concrètement à l'amélioration de la qualité de vie de la population malgache »*. Une marche vers l'énergie verte en somme.

R.Edmond

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2014/03/25/energie-renouvelable-solarprod-propose-du-solaire-les-usagers/

Développement durable

Préservation des océans : Sensibilisation des écoliers, par la FAO et la COI

Mars 24th, 2014

Plus de 8 000 enfants de 17 pays de la zone de l'Océan Indien ont assisté au spectacle de marionnettes, portant sur la préservation des océans. Ce spectacle baptisé « Dernières nouvelles de la mer » a débuté le 17 février à La Réunion et s'est terminé le 20 mars dernier à Toamasina. Pour la Grande-île, Antananarivo et Toliary ont également bénéficié de la campagne de sensibilisation. *« Ce spectacle se présente sous forme d'une enquête sous-marine musicale et audiovisuelle très ludique, les principaux problèmes auxquels sont confrontés les milieux et les espèces océaniques et transmet un contenu scientifiquement précis et particulièrement adapté au jeune public »,* ont expliqué les responsables au sein de la FAO et de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Antsa R.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2014/03/24/preservation-oceans-sensibilisation-ecoliers-fao-coi/

L'express du 26/03/2014

Billet

par Nad Sivaramen

Rapprochons nos îles !

MADAGASCAR, Comores, Seychelles, La Réunion, Mayotte, Maldives, Maurice et Rodrigues. Face aux vents de la mondialisation et aux enjeux du changement climatique, les îles voisines du sud-ouest de l'océan Indien ont des défis communs et uniques à surmonter, ensemble.

A bien voir, ces défis auxquels sont confrontées nos sociétés en développement devraient nous unir. On a besoin de travailler de concert pour trouver des partenariats et des solutions durables afin de pouvoir prétendre à un avenir meilleur. Ce n'est pas par lubie que les Nations unies ont décidé de faire de 2014 l'Année internationale des petits États insulaires en développement. L'idée est de mettre en lumière la contribution de ce groupe de pays à l'activité mondiale, et de célébrer leur culture, très riche, et leur grande diversité. Ici, dans l'océan Indien, ce thème ne peut que nous toucher directement, en plein cœur.

Selon plusieurs experts internationaux travaillant sur la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles ou au changement climatique, sur la protection des zones marines et de l'environnement, sur la biodiversité, sur le développement durable et les énergies renouvelables, les habitants des petits États insulaires en développement se révèlent souvent à la pointe des efforts pour résoudre les problèmes mondiaux pressants grâce à l'ingéniosité, l'innovation et l'utilisation de leurs savoirs traditionnels. La Commission de l'océan Indien, consciente de la nécessité d'instaurer des partenariats au service du développement durable de l'indianocéanie, a déjà abattu un travail remarquable à bien des niveaux, même si en termes de commerce interîles un gros progrès reste à faire, malgré deux décennies de diplomatie active.

Aussi, pour relier les territoires et les peuples de l'océan Indien, qui restent éloignés à cause d'un déficit de communication intra-indianocéanique, grandement dû à des tarifs aériens et maritimes prohibitifs ou inexistants, les médias comme notre groupe de presse ont-ils un rôle crucial à jouer. La question à poser : le journalisme dans l'océan Indien, qui s'exerce dans des contextes socio-historiques, économiques, et politiques tellement hétérogènes, poursuit-il les mêmes desseins ? Est-il pratiqué par des femmes et des hommes animés par les mêmes objectifs, les mêmes conceptions et représentations de leur profession ?

Ce sujet sera d'ailleurs le thème d'une discussion organisée, entre autres, par l'African Media Initiative au début du mois de mai. *« The Indian Ocean has a quite vibrant and well-established media that has significantly helped towards the consolidation of democracy (Mauritius and Seychelles), bringing about political transition (Madagascar) or creating a democratic culture (Comoros). Despite the specificities and differing level of democratic achievement of these Indian Ocean islands, they share a common geographical space that is being exploited for economic and cultural gains. In fact, the creation of an Indian Ocean identity is at the centre of the work of the Indian Ocean Commission and the media is seen as an important component in rallying the islands closer. »*

Il ne faut pas oublier que la révolution de la presse provoquée par Internet nous permet aujourd'hui de repenser les modèles de partenariat entre les acteurs de la presse dans la région. C'est la modeste ambition de ces pages océan Indien, que nous relançons aujourd'hui en tant que rendez-vous hebdomadaire.

Pêche

L'express du 26/03/2014

SEYCHELLES

More jobs than people



"Seychelles is one of the few countries where there are more vacant positions than people to fill them." That's what Nirmal Jival Shah, of the organisation *Nature Seychelles*, wrote a few days ago in a weekly newspaper of that country. The Seychelles minister of Tourism and Culture, Alain St. Ange, reacts to this article.

By Alain St. Ange
Minister of Tourism and Culture of Seychelles

It's a no-brainer; a scan of the advertisements in any edition of the Seychelles Nation will reveal the scores of jobs available in this country. This can mean only one thing: the economy is growing and all manner of companies, small to large, are actively trying to recruit new talent.

Economic success

This is an incredible success story and Seychelles should be shouting it from the rooftops. The President said in the State of the Nation Address that there are only 602 persons who are currently unemployed. There may be others who are not working, but they are not seeking employment as are the 602. This is equivalent to an unemployment rate which is a little more than 1%, and is one of the lowest in the world. The labour force survey of 2011-2012 published by the National Bureau of Statistics (NBS) showed an unemployment rate of 4%. But instead of running in the streets and celebrating, the Seychelles argue endlessly about employment. I would say that much of the arguments revolve around the issue of expatriate labour and nationalization of post.



A fish market in Seychelles. The President said in the State of the Nation Address that there are only 602 persons who are currently unemployed.

Economic success means more foreign labour

The number of people in formal employment in Seychelles has increased and is about 51,500. Included are over 625 expatriates working in the government and parastatal sectors. The private sector employs thousands more expatriates but they are not included in the statistics of the NBS. It is estimated however from other sources that the number is about 14,000. The World Bank says that in many countries labour is an important part of the economy. Using migrant labour can contribute to the development of a country, as has been the case in Singapore, Malaysia, Brunei, the Gulf countries, and even the US. But it warns that there are associated problems such as taking jobs from locals. This cannot be the case in Seychelles. Last year, more than 3,200 jobs were created. And, there are many more on the horizon. The president said that the two new hotels at Beau Vallon will by themselves need 600 staff. And, there are more tourism developments and other types of business venture in the pipeline. Last year 1,200 new businesses were registered. As its ambitions grow, Seychelles wants the economy to keep the pace. But where will the human resources come from?

Where are the Seychellois?

A substantial proportion of the human resources will continue to be imported because there isn't enough local work. It is a middle-income country and has the same demographic characteristics of other middle-income nations. The population is aging. Today, more than 40% of the population is older than 45. By next year, more than 10% of the population will have reached retirement age. In 40 years, the population will not be growing at all!! A very scared thought indeed. So! Expatriate labour is the only route to growing the economy. This is simple but loaded statement. It is loaded because Seychelles has not really come to terms with this economic need. There is tension between competing national objectives, which are to generate economic growth on the one hand and to limit the number of expatriate workers on the other.

A plan

What Seychelles really needs is a comprehensive national plan that addresses all issues to do with expatriate labour. This plan must link immigration and labour policies to macroeconomic policy to achieve growth and increase markets, but perhaps also complementing population policy to reduce the negative trend of a declining population by granting citizenship to certain types of persons.

This citizenship thing is a particular conundrum. People have a hard time discussing it rationally. Singapore has tried to tackle it quite smartly. Singapore's policy distinguishes between skilled "talent" and manual workers, targeting the latter for only temporary jobs. Highly skilled professionals, by contrast, are demanded, especially in the context of greater international competition and strategic sectors, and are encouraged to migrate through minimal restrictions on residence and naturalization. Reviewed to ensure these do not happen in future, as the pool of manual workers increase, the plan must, in addition, take into account leisure space for foreigners. The massing of Indian workers along the street corners and under public buildings on public holidays is disconcerting but the fact is that they have nowhere to go for rest and relaxation.

Expatriates on tap not on top

Although Seychelles depends on expatriate labour, it must be Seychellois who lead and provide directions. Basically, the country must chart its own destiny. About 25 years ago, I used a phrase in one of my article : "Expatriates must be on tap not top." This means that foreigners cannot tell us what to do and how to run our lives.

Facilitating Seychellois entrepreneurship and leadership is highly desirable. Despite government's emphasis on training and on supporting SMEs, we find that success is mixed. One of the constraints is reliable and productive labour. Expatriate workers can help in graduating Seychellois from being employed to self-employed. More Seychellois can set up their own businesses if there are enough human resources for them to rely on.

The future economy is bright but Seychelles has now come to face a harsh reality. It just does not have enough Seychellois to maintain the jobs available.

Bisnessmag du 26/03/2014



Pêche artisanale

Développer une stratégie intrarégionale

Développer une structure représentative pour les professionnels de la pêche artisanale dans l'océan Indien, afin de favoriser les modes d'exploitation des ressources communes du bassin indiaocéanique. C'est dans ce but qu'un groupement régional représentatif des professionnels de la pêche artisanale a tenu une conférence à la Réunion les 17 et 18 mars. Une cinquantaine de représentants de ce secteur des pays de la Commission de l'océan Indien (COI) y étaient présents. Ils ont jeté les bases d'une coopération régionale. Cela à l'initiative du Comité régional des pêches maritimes de la Réunion (CRPEM) et de la COI avec le soutien financier de l'Europe (FED- FEDER) et du Conseil régional.

Santé

Zinfos974.com le journal qui ose

Dengue: La zone océan Indien touchée, le risque d'importation à la Réunion très élevé

27/03/2014

Malgré la survenue récente d'un cas de dengue autochtone de dengue dans le sud de l'île, aucune circulation du virus n'a été mise en évidence. Cependant, plusieurs territoires proches de la zone océan Indien sont actuellement touchés par une circulation active du virus de la dengue (Comores, Mayotte, Maurice), avec deux sérotypes identifiés. Le risque d'importation du virus est

donc particulièrement élevé et les conditions climatiques actuelles sont favorables au vecteur. La situation épidémiologique correspond au niveau de veille 1B* du plan de lutte contre les arboviroses ("Connaissance d'une épidémie de dengue ou de chikungunya dans la zone d'échange régionale et absence de cas ou apparition de cas isolés").

Voici le communiqué:



Plusieurs territoires de la zone d'échange régionale sont actuellement touchés par une circulation plus ou moins active du virus de la dengue :
– Aux **Comores**, la circulation du virus a été mise en évidence en novembre 2013, avec l'identification du DENV-2 chez 3 patients ayant pu être prélevés durant leur virémie.
epuis, les indicateurs épidémiologiques surveillés suggèrent une poursuite de la circulation virale (source : réseau Sega) ;
- A **Mayotte**, une recrudescence du nombre de cas importés de dengue a été constatée dès la fin de l'année 2013, liée à la circulation du virus aux Comores. Deux premiers cas autochtones d'infection par le DENV-2, le même sérotype que celui identifié aux Comores, ont été détectés au mois de janvier 2014. Une circulation autochtone du virus a été mise en évidence mi-février et s'intensifie progressivement depuis. Au total en 2014, 45 cas de dengue ont été détectés sur le territoire dont 21 cas autochtones, 22 importés des Comores et 2 d'origine indéterminée.
– Enfin, à **Maurice**, une circulation du DENV-1 a été identifiée en mars, avec tout d'abord la détection de 2 cas autochtones
solés, puis la mise en évidence d'un foyer de transmission dans l'entourage d'un de ces patients. A ce jour, 40 cas autochtones de DENV-1 ont pu être identifiés grâce à une recherche active, dont 39 dans le village de Triolet
u nord de l'île (source : réseau Sega).
– Par ailleurs, plusieurs **pays d'Asie du Sud Est** avec lesquels la Réunion entretient des échanges touristiques réguliers connaissent actuellement des épidémies massives de dengue (Thaïlande, Indonésie, Philippines, Malaisie, Inde).
Le risque d'importation du virus de la dengue à la Réunion est donc actuellement très élevé. Les conditions climatiques étant particulièrement favorables au vecteur, la vigilance doit être accrue afin de détecter précocement les cas importés et/ou l'installation de chaînes de transmission, dans l'objectif de mettre en place des mesures de contrôle immédiates.
Au cours du mois de janvier 2014, trois cas de dengue importés ont été détectés à Saint Denis, au Port et au Tampon. Ces trois patients revenaient des Comores où une circulation active du virus avait été mise en évidence quelques semaines auparavant.
Mi-mars, un cas autochtone de dengue a été identifié à Saint Pierre dans le sud de l'île (Figure 1). Il s'agissait d'un homme de plus de 70 ans ayant été infecté par le sérotype DENV-2. Le patient a dû être hospitalisé car il présentait des signes d'alerte mais son évolution a été favorable.

Après une sensibilisation des médecins de la zone concernée et une recherche active de personnes symptomatiques dans l'entourage du patient par le service de lutte anti-vectorielle, aucun autre cas n'a été détecté. Aussi, aucune circulation active du virus n'a été mise en évidence dans l'île.
Pour mémoire, début 2013, un épisode de circulation du virus avait été détecté dans le sud de l'île, donnant lieu à la survenue de 21 cas autochtones. C'est la première fois depuis la fin de cet épisode (juillet 2013) qu'un cas autochtone de dengue est identifié à la Réunion.

http://www.zinfos974.com/Dengue-La-zone-ocean-Indien-touchee-le-risque-d-importation-a-la-Reunion-tres-eleve_a69887.html

Economie

Ministère des Finances : Quatre accords de coopération signés

mar 28th, 2014

La sécurité alimentaire, l'augmentation de la productivité rizicole, l'éducation et la santé ainsi que la nutrition. Tels sont les domaines d'interventions des projets qui seront financés par la Banque mondiale. En fait, trois accords de coopération ont été signés hier entre le ministre des Finances, Lantoniaina Rasoloelison et le directeur des opérations de la Banque, Mark Lundell. Et un autre accord a été signé entre le ministre des Finances et le PCA du FID (Fonds d'Intervention pour le Développement), Hajo Andrianainarivelo. Le premier accord concerne le financement via un don japonais de 12 millions USD du programme national de protection des bassins versants et périmètres irrigués afin d'augmenter la productivité rizicole dans les régions de Boeny, Itasy et Alaotra Mangoro. Le 2e accord porte sur l'allocation d'un fonds additionnel de 10 millions USD pour la mise en œuvre du projet d'appui à l'éducation, la santé et la nutrition dans l'Androy, Atsimo-Andrefana, Vatovavy Fitovinany et la Haute Matsiatra. Le 3e accord concerne le financement d'une valeur de 65 millions USD du projet de sécurité alimentaire et de protection sociale qui sera mis en œuvre dans les régions de Vakinankaratra, de Menabe, de Haute Matsiatra, de Menabe, d'Ihorombe, d'Andapa et de Marovoay. *« C'est destiné notamment à la mise en place des infrastructures nécessaires à l'amélioration de la production rizicole »*, a souligné le ministre de l'Agriculture, Roland Ravatomanga.

Navalona R.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2014/03/28/ministere-finances-quatre-accords-cooperation-signes/